

Génocide : le Rwandais Ntaganzwa comparaît pour la première fois à Kigali

AFP, 4 avril 2016

Kigali (AFP)

Le génocidaire rwandais présumé Ladislas Ntaganzwa, arrêté en décembre en RDC puis transféré en mars au Rwanda, a comparu pour la première fois lundi devant un juge à Kigali, s'abstenant de plaider coupable ou non des crimes qui lui sont imputés.

Ancien maire de Nyakizu (sud-est du Rwanda), il était jusqu'à son arrestation un des neuf génocidaires présumés encore recherchés par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), créé pour juger les responsables du génocide de 1994 qui, selon l'ONU, a fait 800.000 morts, principalement Tutsi.

Lors de l'audience, le procureur du tribunal de Nyarugunga à Kigali a détaillé les cinq charges pour l'instant retenues contre M. Ntaganzwa, 53 ans : il est accusé de "génocide", "d'incitation directe et publique à commettre le génocide", de "mas-

sacres", d'"exterminatio" et d'avoir orchestré le viol de plusieurs femmes.

"Je m'abstiens", a répondu M. Ntaganzwa au juge qui lui demandait s'il souhaitait plaider coupable ou non coupable des crimes dont il doit répondre.

Son avocat, M^e Laurent Bugabo, a précisé à l'AFP que son client estime ne pas avoir eu assez de temps pour examiner son dossier, transféré en mai 2012 par le TPIR aux autorités rwandaises.

M. Ntaganzwa sera à nouveau amené, ultérieurement, à plaider coupable ou pas. Une date d'ouverture de procès n'a pas encore été déterminée.

L'audience de lundi était en outre destinée à discuter du maintien en détention de l'accusé pour 30 jours supplémentaires. Une décision est attendue mercredi.

Arrêté en décembre dans la province troublée du Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique

du Congo (RDC), M. Ntangazwa avait été remis le 20 mars au Mécanisme de suivi des tribunaux pénaux de l'ONU, qui l'a ensuite conduit au Rwanda.

Selon Kinshasa, M. Ntaganzwa est un des chefs des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), dont certains des dirigeants et des combattants les plus anciens sont présents en RDC depuis 1994 et accusés d'avoir participé au génocide rwandais